

Soutenir une croissance tirée par les salaires

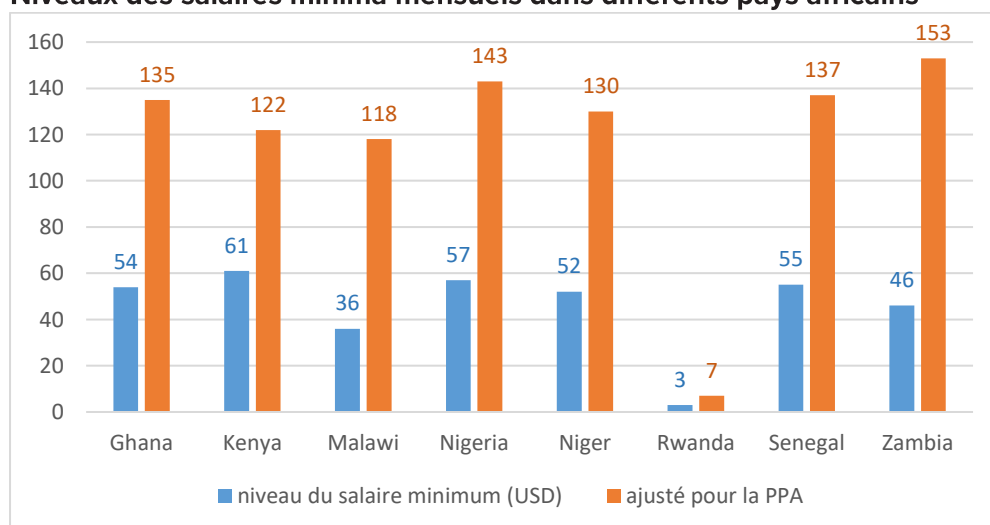
La thèse des salaires minimums coordonnés en Afrique

Bien que le PIB de l'Afrique subsaharienne ait plus que quadruplé au cours des 15 dernières années, passant de 368 milliards USD courants à 1,5 billionⁱ, il est évident que cette croissance économique massive n'a pas été partagée entre la grande majorité de la population africaine. La pauvreté est effarante sur l'ensemble du continent et, dans 20 pays africains, plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté nationalⁱⁱ. Plus de 16 % de la population sur le continent souffre de malnutritionⁱⁱⁱ et les niveaux d'inégalité figurent parmi les plus élevés au monde^{iv}.

Ces tendances sont non seulement inacceptables sous l'angle de la justice sociale, mais représentent également une menace pour la stabilité sociale et politique, ainsi que pour le développement économique durable. La Banque mondiale, le FMI, des universitaires et autres ont démontré à quel point une forte inégalité des revenus comporte des risques significatifs, notamment une faible mobilité sociale, une sous-utilisation des ressources humaines, un ébranlement de la confiance dans les institutions et une réduction de la cohésion sociale^v.

L'absence de possibilités de travail décent, soutenues par des salaires, permettant aux travailleurs et aux travailleuses de vivre dans la dignité, aggrave cette situation. Les salaires minimums sur ce continent sont les plus bas au monde et nombreux sont les pays africains qui ne sont pas dotés d'un système de salaire minimum. Dans le même temps, la possibilité des travailleurs/euses de s'organiser et de négocier collectivement des salaires équitables est également compromise dans nombre de pays africains dans la mesure où les droits syndicaux font l'objet d'atteintes^{vi}. Des salaires extrêmement bas entraînent également une faible consommation des ménages, ce qui a pour conséquence de réduire la demande globale, en particulier lorsque les salaires stagnent, dans le même temps, dans nombre d'économies.^{vii} Ceci compromet la création d'emplois et la productivité, tout en limitant les possibilités d'une croissance économique plus importante.

Niveaux des salaires minima mensuels dans différents pays africains



Source: Questionnaires de la CSI et base de données WageIndicator. Les facteurs de conversion PPA sont basés sur les valeurs de 2015 (les dernières

disponibles) et proviennent de la base de données de la Banque mondiale.
Notes: dans le cas des multiples salaires minima (Kenya, Zambie, Sénégal), le taux le plus bas est appliqué.

Outre les bas salaires, les systèmes de protection sociale sont malheureusement sous-développés en Afrique. Le graphique ci-dessous de l'OIT montre que les systèmes de protection sociale demeurent limités dans leur champ d'application dans la grande majorité des pays du continent.

Nombre de domaines couverts par des programmes de protection sociale ancrés dans la législation nationale



Source: Rapport mondial sur la protection sociale 2014-15 du BIT

Une hausse du salaire minimum et une amélioration de la protection sociale comporteraient d'appréciables avantages sociaux et économiques. Les salaires minimums se sont révélés être un outil efficace pour réduire la pauvreté ainsi que les inégalités salariales en augmentant les salaires au bas de la distribution^{viii}. Bien que les employeurs et certains gouvernements aient affirmé à tort qu'une hausse du salaire minimum compromettrait la capacité des entreprises à exercer leurs activités et réduirait le nombre d'emplois, la grande majorité des ouvrages ont démontré que tel n'est pas le cas^{ix}. Des données empiriques provenant d'Afrique du Sud – ainsi que de divers pays dans d'autres régions, notamment le Brésil, l'Indonésie et l'Inde – ont démontré que le salaire minimum peut avoir un impact positif sur l'emploi^x. En outre, des données empiriques montrent que les augmentations des salaires minimums n'ont pas nui à la concurrence dans la mesure où il existe d'autres facteurs plus critiques, tels que l'offre de compétences, l'État de droit, la stabilité des relations professionnelles, la disponibilité et l'utilisation des technologies et des infrastructures, la logistique et les règles commerciales^{xi}. De nombreuses études ont également mis en exergue les effets positifs des salaires minimums sur l'accroissement des compétences, sur la réduction de la rotation du personnel et sur l'amélioration de l'efficacité organisationnelle et de la productivité^{xii}. Les systèmes de protection sociale se sont également révélés extrêmement efficaces pour prévenir et réduire la pauvreté, encourager le développement des compétences et accroître l'employabilité, fournir des stabilisateurs automatiques essentiels, réduire l'économie informelle et soutenir la croissance économique et le développement en général^{xiii}.

Les organisations syndicales sur tout le continent lancent un appel à leurs dirigeants pour qu'ils mettent en place des salaires minimums permettant aux travailleurs africains et à leur famille de vivre dans la dignité et soutenant le développement économique africain. Si les gouvernements africains soutiennent et promeuvent une augmentation des salaires minimums sur tout le continent, la concurrence ne pourra plus être considérée comme un obstacle. Les salaires minimums devraient être mis en place avec les partenaires sociaux, sur la base du coût de la vie, et tenir compte, au minimum, du coût des biens essentiels suivants:

Salaire minimum vital	
Alimentation	Frais de scolarisation
Logement, factures et services du ménage	Dépenses essentielles liées à la santé
Transport	Frais médicaux
Habillement	Interventions en cas d'urgence

Les salaires minimums doivent couvrir l'ensemble des travailleurs/euses afin de garantir que chaque travailleur/euse bénéficie d'un niveau de vie minimum et doivent être effectivement appliqués par le biais des

inspecteurs du travail et par l'application de sanctions dissuasives en cas de non-respect. Les gouvernements doivent également garantir et promouvoir le droit de négociation collective afin de garantir des salaires équitables au-dessus du seuil salarial minimum. Par conséquent, les travailleurs et les travailleuses devraient avoir le droit de s'organiser, d'adhérer à des syndicats et de négocier avec leurs employeurs des rémunérations suffisantes pour leur travail.

Les organisations syndicales lancent, en outre, un appel aux gouvernements pour qu'ils garantissent des systèmes de protection sociale complets sur la base de la Convention de l'OIT n° 102 concernant la sécurité sociale et de la Recommandation n° 202 sur les socles de protection sociale, et conformément à l'engagement du Programme 2030 d'étendre la couverture de la protection sociale. Les systèmes de protection sociale doivent renfermer, au minimum, les éléments suivants:

Protection sociale	
Soins médicaux	Prestations familiales
Prestations de maladie	Prestations de maternité
Allocations de chômage/prestations de non-emploi	Prestations d'invalidité
Pension de vieillesse	Prestations de survivants
Prestations en cas d'accident du travail	Garde d'enfants et soins aux personnes âgées

À cette fin, les gouvernements doivent créer un espace budgétaire adéquat pour garantir des systèmes de protection sociale. Remédier aux flux financiers illicites et à la fraude fiscale, appliquer une imposition progressive et soutenir la transition de l'économie informelle à l'économie formelle seront essentiels en la matière.

La promotion d'augmentations salariales et l'extension de la protection sociale sont les fondements du développement, et la coordination régionale s'avère nécessaire. Nous exhortons, dès lors, l'Union africaine à coordonner ces réformes en appelant à des engagements concrets, assortis d'un délai à établir des salaires minimums vitaux et à étendre la protection sociale.

ⁱ Base de données de la Banque mondiale, PIB en USD courants (03/2018)

ⁱⁱ Voir l'Annuaire statistique 2017 de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique

ⁱⁱⁱ Ibid.

^{iv} Base de données de la Banque mondiale, indice Gini (03/2018)

^v Voir, par exemple, *Pauvreté et prospérité partagée 2016* de la Banque mondiale; FMI, *Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective*, 2015; Wilkinson and Pickett, *The Spirit Level: Why More Equal Societies Almost Always Do Better*, 2009

^{vi} Pour de plus amples informations, veuillez consulter *L'Indice CSI des droits dans le monde 2017*

^{vii} OIT, 2017, *Rapport mondial sur les salaires 2016/2017*

^{viii} Voir, par exemple, le *Rapport mondial de l'OIT sur les salaires 2016/2017*

^{ix} Voir, par exemple, le *Guide de l'OIT pour les politiques en matière de salaire minimum*; Banque mondiale, 2015, *Balancing Regulation to Promote Jobs*

^x CSI, Rapport Nouveaux fronts, 2014, *Inégalités de revenus: L'heure est venue d'instaurer un salaire vital approprié*

^{xi} Consultez, par exemple, OCDE, 2008, *Skills for Competitiveness: Tackling the low skilled equilibrium conceptual framework* (en anglais); Banque mondiale, 2017, *Trouble in the Making? The Future of Manufacturing-Led Development* (en anglais)

^{xii} Voir, par exemple, une étude comparative réalisée par le ministère du Travail de l'Ontario, 2015, *Les effets économiques du salaire minimum*; OCDE, 2016, *Perspectives de l'emploi*; OIT, 2017, *Rapport mondial sur les salaires 2016/17*

^{xiii} Consultez, par exemple, OIT, *Rapport sur la protection sociale 2017-2019*; Commission européenne, 2013, *Evidence of Demographic and Social Trends: Social policies' contribution to inclusion, employment and the economy*; OIT, 2011, *Decent Work and the Informal Economy*; OIT, 2014, *Monotaxe: Promouvoir la formalisation et la protection des travailleurs indépendants*